

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 301 – VENDREDI 7 OCTOBRE 2016

PÂQUERETTE LÉNINISTE

« *Le FN deviendrait
une entreprise stalinienne.* »

Avec son avocat, Jean-Marie ne sait plus...
que faire. ●

AGENDA MILITANT

→ 8 octobre

Saint-Denis [Antiracisme politique :
convergences et divergences](#)
Paris [Solidarité avec les dispensaires
autogérés grecs](#)

→ 11 octobre

Paris [Réunion "Front commun"](#)
Rennes [Emancipation - Luttes des femmes](#)

→ 12 octobre

Roubaix [Coopération, contribution, le travail
autrement ?](#) Théâtre Débat

→ 15 octobre

Paris [Contre les traités TAFTA/CETA](#)
Paris [Exis Trans, la marche](#)
Montreuil [Le Front populaire
et la question coloniale](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Travail salariat
[Socialisation des revenus](#)

Pour une juste condamnation sociétale et judiciaire du viol

Le viol - agression sexuelle avec pénétration - est un phénomène massif, et pourtant encore peu dénoncé et peu condamné : parmi les dizaines de milliers de victimes, environ 1 sur 10 porte plainte, et seule 1 plainte sur 10 aboutira à une condamnation. Le viol est un crime sexiste : la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes quand l'immense majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Enfin, le viol est une arme de destruction des femmes comme en témoignent les conséquences nombreuses qu'il génère chez ses victimes, tant physiques que psychiques.

Cinq raisons principales expliquent cette réalité inacceptable : une tolérance sociale qui peut valoriser la "culture des violeurs" et laisse peser la responsabilité sur les victimes ; une écoute insuffisante des femmes ou enfants victimes, notamment parce que les professionnel-le-s ne sont pas assez formé-e-s pour les accueillir, les protéger et les accompagner de manière adaptée ; des défaillances dans le recueil et la préservation des preuves conduisant à ce que de nombreuses affaires soient classées sans suite ; des délais de prescription inadaptés aux violences sexuelles et aux conséquences du choc post-traumatique qui peuvent souvent retarder longuement la révélation des faits ; la minimisation du viol du fait de sa fréquente « correctionnalisation » (le viol, un crime, est déqualifié en délit).

Les membres du Haut Conseil à l'Égalité appellent à se mobiliser à tous les niveaux pour changer la donne. Des recommandations opérationnelles à court terme ainsi que des propositions d'actions concrètes s'adressent aux pouvoirs publics, aux professionnel-le-s en contact avec les victimes, aux journalistes comme aux victimes et à leurs proches. L'Avis du HCE et ses recommandations s'articulent autour de cinq leviers essentiels : la sensibilisation de la société ; la formation des professionnel-le-s ; l'accueil, la protection et l'accompagnement des victimes ; le traitement judiciaire ; l'éducation et la protection des jeunes.

● Haut Conseil à l'Égalité

L'avis complet du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui a été remis ce 5 octobre à la ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes et à la présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale, est accessible [ici](#)

La Turquie entre marche à l'autocratie et résistances

Des espoirs démocratiques portés par de puissantes manifestations en 2013¹ à l'échec du putsch de juillet 2016, la Turquie s'enfoncé-t-elle dans une autocratie dictatoriale ? Qu'en disent les voix de la transformation démocratique ? Analyses et illustrations.

La Turquie après la tentative de coup d'État du 15 juillet

L'état d'urgence du sultan Erdogan

Le bilan de 50 jours d'état d'urgence établi par l'Association des Droits de l'Homme de Turquie est éloquent :

- 40 000 gardes à vue
- 20 000 incarcérations
- 80 000 fonctionnaires démis de leur fonction
- Fermeture de
 - 45 journaux
 - 24 radios
 - 18 canaux de TV
 - 29 maisons d'éditions
 - 3 agences de presse
- 100 journalistes mis en garde à vue
- 37 journalistes incarcéré-e-s
- 28 mairies mises sous tutelle.

Plus de deux mois sont passés depuis le 15 juillet 2016 et la tentative de coup d'État en Turquie par des fractions de l'armée, dont le régime accuse la confrérie Gülen (Voir encadré page 3).

Si cette tentative ne pouvait constituer qu'un recul, sa mise en échec n'a en aucun cas constitué une avancée démocratique.

L'incrédulité devant la faiblesse de la tentative a entraîné la théorie de "l'auto-coup" monté par Erdogan pour justifier la mise au pas du pays.

Une hypothèse plus probable, avancée par le journaliste Ahmet Sik, est qu'une alliance liant gülenistes et non gülenistes était à l'origine du coup d'État mais s'est dissoute, une partie des uns trahissant les autres, le gouvernement aurait en amont négocié avec une partie des putschistes.

Ensuite, des listes des magistrats suspendus ont été très rapidement publiées,

probablement parce qu'elles existaient depuis bien longtemps et, qu'en somme, le gouvernement a fait preuve d'opportunisme en les utilisant dans le nouveau contexte ouvert par le coup d'État et son échec, qui lui était très favorable.

Un coup d'État qui favorise l'arbitraire et la répression

On peut de toute façon relever que le pouvoir d'Erdogan n'était pas menacé et n'avait pas besoin d'une telle opération. En effet, le 15 juillet ne marque pas un tournant dans l'évolution de la Turquie mais l'accélération de dynamiques déjà enclenchées par le régime de Recep Erdogan avant cette tentative.

En deux mois, la réduction, déjà en cours, de l'espace légitime du social et du politique a été terrible. Le phénomène est tout sauf nouveau, mais il est devenu encore plus puissant et spectaculaire. L'effort du régime est immense pour faire de la turcité, du sunnisme, ●●●

1. Voir *Cerises* n°184, 28 juin 2013 [ici](#).

La confrérie Gülen

Fetullah Gülen a commencé à se faire connaître en tant que prêcheur de la mouvance nourdjou dans le milieu des petits commerçants d'Izmir. À mesure que son influence s'agrandit, Gülen prit son indépendance et constitua son propre mouvement, qui ne s'impliqua jamais directement dans la sphère politique. Gülen constitua un réseau éducatif à destination des enfants venus des quartiers pauvres ou des milieux modestes de la campagne.

Sa confrérie assurait une éducation de qualité à ses ouailles, qui restaient en solidarité professionnelle après leurs études, notamment au sein de l'appareil d'État. Gülen prit toujours très grand soin de cultiver ses réseaux et sa proximité avec tous les pouvoirs successifs, et accueillit favorablement le coup d'État de 1980. Il profita à plein de la campagne de libéralisation de l'enseignement pour renforcer son réseau de cours particuliers. Il s'allia avec le mouvement principal de l'islam politique turc, Vision Nationale, qui trouvait ses racines également dans la petite et moyenne bourgeoisie pieuse anatolienne. Puis avec Recep Erdogan quand celui-ci accéda au pouvoir, à partir de ses positions dans l'État (particulièrement la Justice et la Police), la mouvance Gülen participa activement à la répression d'opposants. Cette alliance fut rompue pour des raisons de partage de butin économique.

● E. Ö.

●●● du capitalisme, du patriarcat (et bien sûr de l'hétérosexualité) le seul cadre de débat acceptable d'autant plus que chacun de ces thèmes est préempté par l'AKP (Parti de la Justice et du Développement, du président Erdogan).

L'état d'urgence décrété après la tentative de coup d'État laisse le champ libre à l'arbitraire d'État et à la répression de toute forme d'opposition. Très rapidement, les poursuites ont largement dépassé les initiateurs du coup d'État pour toucher des dizaines de milliers de fonctionnaires

Le coup d'État et son échec ne marquent pas un tournant dans l'évolution de la Turquie mais l'accélération de dynamiques déjà enclenchées par le régime de Recep Erdogan avant cette tentative.

subalternes dont une bonne partie avait pour principal tort de recevoir leur salaire sur une banque appartenant au mouvement Gülen. Les dernières purges massives ont, sans surprise, élargi la répression à tous types d'opposants de gauche, kurdes, démocrates... Dans l'éducation, la dernière fournée de 11 000 fonctionnaires destitués a particulièrement touché les syndicalistes de gauche et des "universitaires pour la paix" ayant dénoncé les exactions de l'armée turque au Kurdistan.

Éliminer toute expression démocratique

Cette évolution touche tous les do-

maines et en premier lieu la sphère politique. Si le coup d'État du 15 juillet a échoué, un autre est en train d'être finalisé : celui entamé par le gouvernement au mois de mai avec l'adoption d'une réforme constitutionnelle contre le HDP (Parti Démocratique des Peuples, jonction du mouvement kurde, d'une partie de la gauche radicale, de secteurs démocratiques). Cette réforme consiste en l'adoption d'un article provisoire de la Constitution levant l'immunité parlementaire des députés poursuivis en justice au moment du vote. Toute l'astuce est dans ce caractère "provisoire" : seuls sont visés les députés faisant actuellement l'objet d'une procédure judiciaire. Les députés dans ce cas ne sont pas seulement des membres du HDP (51 sur les 137 députés concernés au total) mais c'est le parti le plus touché (Sur les 667 procédures judiciaires en cours 405 portent sur 51 députés HDP sur un total de 58 députés de ce parti). Le régime turc ne fait pas mystère que la procédure vise à exclure les députés HDP du parlement et à les faire condamner. Entre autres, ses deux co-présidents Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ sont poursuivis pour « *apologie du terrorisme* ». Depuis le coup d'État, l'offensive s'est étendue aux mairies du DBP (Parti des Régions Démocratiques, parti frère du HDP pour les élections locales au Kurdistan) dont 27 ont été mises sous tutelle par l'État. Ainsi, outre la répression des populations au Kurdistan, le principe même de leur représentation commence à être remis en question.

La volonté de reformater l'espace public a été particulièrement visible lors du grand "Meeting de la Démocratie et des martyrs" à Yenikapı, Istanbul, le 7 août 2016, spectaculaire mise en scène du cadre légitime de la politique en ●●●

●●● Turquie autour de la figure centrale de Recep Erdogan. (Voir l'article page 6)

Il convient de noter, que comme avant le coup d'État, deux partis "d'opposition" nationaliste (l'ultranationaliste *MHP*, Parti du Mouvement Nationaliste, et le nationaliste "de gauche", *CHP*, Parti de la République et du Peuple, membre de l'Internationale socialiste) ont servi de marchepied à l'*AKP*. Ainsi, ces partis avaient soutenu la réforme constitutionnelle de mai visant le *HDP* et ils ont participé au meeting de Yenikapı. Si l'*AKP* applique en grande partie la politique du *MHP*, celui-ci n'a guère plus d'espace politique. Le rôle le plus lamentable est joué par le *CHP* dont le président, Kemal Kılıçdaroğlu, a reconnu la réforme constitutionnelle contraire à l'État de droit ... pour la voter et a déclaré : « *Nous avons tout offert au gouvernement pour combattre le terrorisme* ». Si le *CHP* connaît des contradictions internes (le maire *CHP* de Canakkale a exprimé sa solidarité avec le district de Sur en état de siège dans le Kurdistan, des initiatives intéressantes sont prises par son secteur jeunes ...), elles restent assez faibles et ne remettent pas en cause la ligne générale de ce parti qui concourt au désastre en cours.

La répression ne concerne pas seulement les militants et la population civile kurdes. Elle s'étend désormais à tous ceux qui émettent des objections face

aux événements en cours. De ce point de vue, l'affaire de l'institutrice Ayşe est symbolique. En janvier 2016, face aux massacres en cours et au *black-out* médiatique en Turquie, Ayşe Çelik, une institutrice turque en poste au Kurdistan, appela une émission de *talk-show* (genre variétés), très populaire, pour raconter ce qui se passait. Ce fut une scène assez surréaliste : le mur du silence fut brisé grâce à la conscience d'une institutrice

La répression ne concerne pas seulement les militants et la population civile kurdes. Elle s'étend désormais à tous ceux qui émettent des objections face aux événements en cours.

qui ne pouvait pas supporter l'idée de partir en laissant ses élèves dans cet enfer comme elle en avait reçu l'ordre. Elle est aujourd'hui poursuivie pour propagande terroriste - et son statut d'enseignante contesté -, à l'instar de nombreux écrivains, intellectuels, journalistes....

Un acteur majeur de déstabilisation et d'autoritarisme dans la région

À l'international, dès avant la tentative de coup d'État, le régime d'Erdogan a abandonné ses rêves de prédation sur

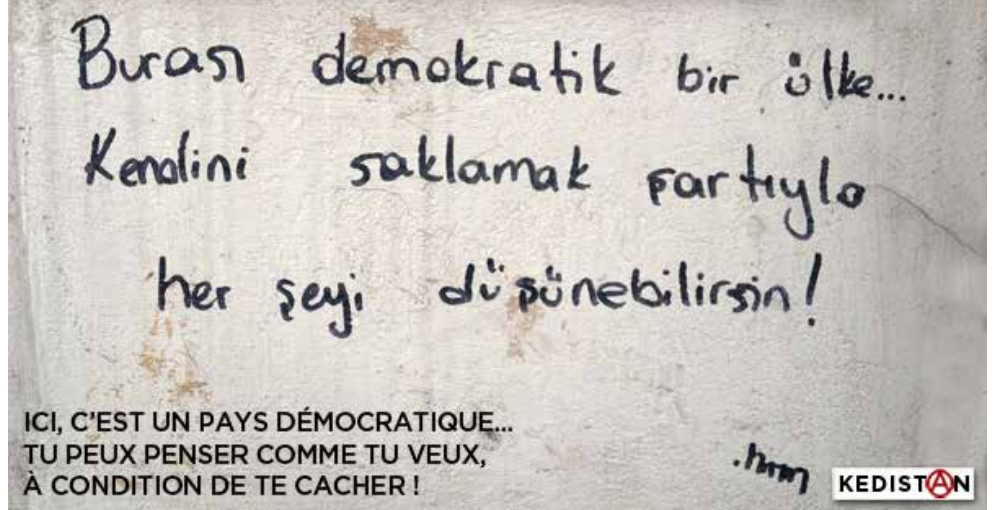
la Syrie. L'opposition du régime turc à la dictature sanguinaire d'Al-Assad n'avait strictement aucune dimension démocratique, elle visait surtout à asseoir une domination turque (du capital turc plus précisément) sur ce pays, tout en brisant les velléités de mise en place d'entités kurdes autonomes sous contrôle du *PKK* à sa frontière sud.

Pour poursuivre ses objectifs, Erdogan fut très complaisant avec Daesh en Syrie et ses groupes sympathisants en Turquie. Mais sans obtenir de résultat probant, Erdogan se retrouva particulièrement isolé à l'échelle internationale. Le régime turc renonça alors à ses ambitions hégémoniques et se concentra sur les fondements de sa politique étrangère : détruire la possibilité de zones autonomes kurdes à ses frontières sud. Erdogan s'était déjà rapproché de la Russie, de l'Iran et d'Al-Assad avant la tentative de coup d'État, tout comme il avait rétabli des liens cordiaux avec Israël. Là aussi, cet événement ne fit qu'accélérer le processus. Cette évolution a contribué à l'impunité du régime d'Al-Assad et de ses alliés pour commettre l'effroyable massacre en cours à Alep et la destruction des foyers issus de la révolution syrienne.

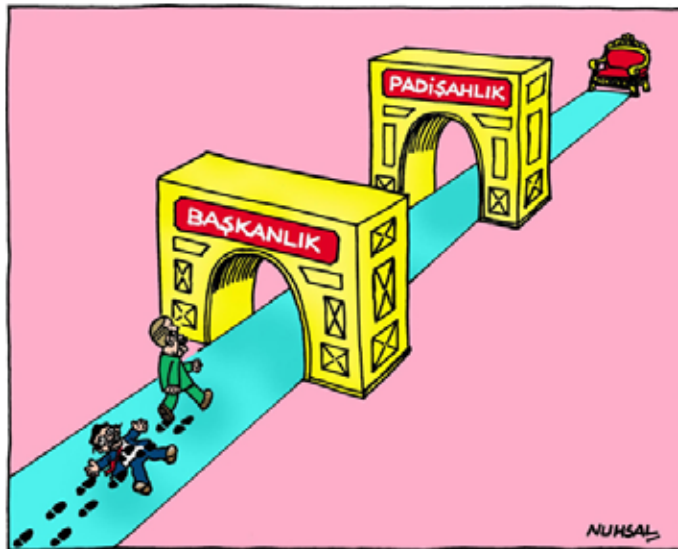
Le régime turc apparaît ainsi comme un acteur majeur de déstabilisation et d'autoritarisme dans la région.



La Turquie d'Erdoğan



Arrêtée le 21 juillet, la journaliste kurde Zehra Dogan a été jetée en prison aussitôt après une parodie de justice. Elle avait, entre autre, raconté sous forme de dessins l'histoire des gens bombardés et tués jusque dans des sous-sol à Cizre, en janvier 2016. Un des massacres illustrant la répression exercée par l'État turc contre les Kurdes.



La marche au pouvoir d'Erdoğan. Sur les arches : "Présidence", "Sultanat". Dessin Nuhsal Isin



À Yenikapi "meeting de la démocratie".



Arrestation manu militari de journalistes, ici du caricaturiste Doğan Güzel. Dessin de Halil İncesu.



Derrière “l’union nationale” un coup d’État civil

Tenter d’entraîner les Turcs derrière une Histoire récupérée en galvanisant le sentiment national et en muselant toute opposition sociale et politique comme trahissant cette Histoire, c’est ce que tente le régime d’Erdoğan à son profit. Extraits d’une analyse du *Kedistan*².

Deux dates supplémentaires figurent désormais au panthéon de la Turquie, le 15 juillet et le 7 août 2016. Entre ces deux dates, le coup d’État civil d’Erdoğan aura progressé à pas de géant.

Un décorum au service du pouvoir personnel

La forme même de ce rassemblement, les rappels incessants de ses participants orateurs, voyageant tous entre 1920 et 2023, forment un pont pour accueillir le triomphe d’Erdoğan.

Entre la présence de janissaires sur scène, celle de la figure emblématique du père de la République, celle d’un officier de haut rang, et les retours en arrière vers l’évocation de la “guerre d’indépendance”, il y avait bien une mise en scène politique à usage du “petit peuple” et d’élites désormais “alliées”. Des réminiscences de l’empire ottoman à l’évocation

de la Turquie nouvelle, celle des grands chantiers, du rayonnement mondial de la “civilisation turque”, il s’est construit là un récit populaire, dont la nouvelle figure tutélaire est Erdoğan en personne.

Tout cela n’aurait pu se faire, si derrière ce mouvement, les grands secteurs économiques et financiers n’accompagnaient pas le processus.

Le décorum même du meeting, entre modernité et permanence des emblèmes de la Nation “éternelle”, le tout sous le regard de “Dieu”, forge une continuité avec le Palais, tout en déroulant aujourd’hui ouvertement les alliances entre pouvoir, religion, et accaparement des oripeaux républicains au service d’une démocratie. Ajoutez le poison d’une unité

nationaliste, et les grandes lignes pour demain et après demain sont tracées.

Voilà pour le roman populaire qui a été servi dimanche. Le drapeau appartient à tout le monde, la Nation/peuple est redevenue souveraine, mais le Dieu qui décide est son berger, et en l’occurrence le César de la tribune qui parla le dernier. Pour consolider le tablier du pont, les dirigeants de partis, dont le *CHP*, classé comme parti d’opposition, prêtent leurs dos à l’édifice.

Le coup d’État civil a trouvé une étape essentielle ce 7 août.

De fait, si rien n’a changé dans les projets d’Erdoğan et de l’*AKP*, déjà engagés bien avant juillet, et depuis plus d’une décennie, le paysage politique lui, se trouve éclairci. Toute opposition à la marche en avant vers la Turquie nouvelle, désormais se retrouvera “anti nationale” et “terroriste”, devant le “peuple souverain”, l’État, ses forces de coercition rassemblées entre les mains du Président. Devenir un traître et un ennemi de l’intérieur à la solde de l’étranger ●●●

². “Yenikapi, un pont dans l’histoire de Turquie”, 9 août 2016. [Yenikapi](#) (Istanbul) : meeting géant organisé par le gouvernement.

●●● sera facilement repérable. Cela ne pourra être qu'en dehors de "l'union nationale" et du "mouvement de l'histoire de la Turquie", maintenant que la figure de Gülen a servi d'exutoire.

Un recul historique pour les mouvements sociaux et démocratiques

Réfléchissons sur le sort futur de ces mineurs, ces ouvriers de l'automobile ou du textile, qui demain voudront partager les fruits de la "Turquie nouvelle". Après une telle démonstration et la présence de leurs directions, nous pouvons penser que les "revendications" vont attendre. Il sera également intéressant d'observer comment les populations pourront continuer à défendre leur environnement attaqué par les chantiers de la "modernité", maintenant que les écologistes eux mêmes ont fait les girouettes au lendemain du coup d'état manqué.

Écoutons avec attention les menaces non voilées proférées par Erdogan à l'encontre des terroristes "présents et à venir", le *PKK* étant nommément cité et placé sur un pied d'égalité avec les gülenistes de l'étranger et Daesh... Le combat social et la question de toutes les minorités du pays ne devra pas se réclamer de ces anti-unité-nationaliste, ou sera sous le coup du "nettoyage"... avec la bénédiction des "démocrates".

C'est donc bien cela qui a changé. La capitulation politique totale de ces représentants de l'ex laïcité, de la république juste, de la défense de l'égalité. Bref, la mise à jour d'une supercherie de "centre gauche", comme on nous l'annonce encore sur le catalogue des fronts.

Ce 7 août est un recul historique pour les mouvements sociaux et les forces politiques qui s'opposent à la démocrature. Le "front populaire" qui vient de se créer est celui de la résignation et de l'acceptation du César, du Dieu et de son tribun.

Une économie capitaliste sauvage

Tout cela n'aurait pu se faire sans bain de sang, si derrière ce mouvement là, qui conforte Erdogan, pourtant en difficultés internationales il y a quelques mois encore, et en prise avec des succès économiques en berne, si derrière ce mouvement, les grands secteurs économiques et financiers n'accompagnaient pas le processus.

Erdogan n'a pas abordé de front ces questions. Il sait qu'il doit garder la confiance de la finance, et contrôler la corruption. Avoir dans sa manche la carte des libéraux sociaux du *CHP* ne lui suffira pas. Avoir passé ce cap sans être lui même contraint d'engager le coup de force, et avoir profité du putsch manqué lui aura servi aussi à contenter les milieux d'affaires qui ont besoin de calme et d'ordre. Ceux là même l'avaient contraint à respecter les "formes" parlementaires et les processus électoraux. Peut être devra-t-il aller au-delà dans son sacre, et changer la constitution par référendum plébiscite, pour faire boire le calice jusqu'à la lie à sa pseudo opposition.

Chantages à l'international

Dans le ballet diplomatique, c'est aussi avec derrière lui cette liesse populaire et cette union nationale qu'il se rendra à Moscou, et probablement demandera

à revoir la copie des tripatouillages en Syrie. Le Rojava³ sera dans la balance, une fois de plus.

Alors, dans tout cela, les attermoissements allemands sur le trop grand nombre d'Imams turcs et les menaces de ne pas céder sur les visas sont petite monnaie. Le chantage à l'UE sur les réfugiés se trouve renforcé, et le discours sur la peine de mort montre bien que "l'intégration européenne" n'est pas le souci de l'heure.

C'est à peu près ce qu'on peut tirer de chaud de ces événements du 7 août.

Et pour ne pas terminer sur une note aussi pessimiste, on peut dire que l'avenir d'une Turquie démocratique ne repose plus désormais que sur les quelques millions de Turcs et de Kurdes qui ont déjà compris, ou comprendront demain, que ce pays est dirigé par une démocrature qui mène des peuples à l'abîme, à la guerre possiblement et à un désastre social, pour le triomphe de son Sultan et d'une économie capitaliste sauvage, destructrice de vies, de cultures et d'environnement humain.

● Montage réalisé par **Cerises**

³ Le Rojava ou Kurdistan occidental ou Kurdistan syrien, est une région de facto autonome qui se revendique une confédération démocratique. Voir l'article de l'Association Autogestion [ici](#).

La Turquie démocratique en résistance



Ripostes à l'arrestation et l'incarcération d' Ayşe Çelik : "Je suis l'enseignante Ayşe", "Aucun enfant ne devrait mourir".



Le mouvement d'opposition a tenu de nombreux rassemblements, qui ont réuni des dizaines, voire au total des centaines de milliers de personnes dans de grandes villes. Ci-dessus à Gazi (Istanbul) le 23 juillet, avec le HDP.



Manifestation le 22 avril 2016, devant le Palais de justice à Çağlayan (Istanbul) en soutien des quatre "universitaires pour la paix", emprisonnés depuis le 15 mars. Sur la banderole et les pancartes : "Nous insistons pour la paix", "On ne peut pas incarcérer la paix", "La paix va gagner", "Nous ne serons pas complices de crimes !" Photo site mouvements.info



Sauf mention spéciale, les illustrations sont empruntées à Kedistan, "le petit magazine qui ne se laisse pas caresser dans le sens du poil".

Turquie - Démocratie en péril

Depuis la mise en échec de l'AKP aux élections de juin 2015, le gouvernement turc a décidé de mener une répression sanglante contre la population kurde et de criminaliser toute autre opposition (démocrates, militants syndicaux et des droits des LGBT, défenseurs des droits de l'Homme, avocats, universitaires pour la Paix, journalistes,...).

La tentative inacceptable de coup d'État du 15 juillet 2016 est devenue un prétexte à la mise en œuvre d'une répression sans précédent contre l'ensemble des opposants démocrates et bien sur de la population kurde. L'établissement de l'état d'urgence permet au Conseil des ministres, depuis le 20 juillet dernier, de gouverner par décret en suspendant l'obligation du respect de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Après l'arrestation de plus de 50 000 fonctionnaires dans les premiers jours suivant la tentative du coup d'État, le gouvernement vient de destituer, par décret, plus de 11 301 enseignants dont plus de 9 843 membres du syndicat Egitim-Sen. Dans un souci de faire taire l'opposition politique dans les régions en guerre, 28 mairies, dont 24 villes kurdes, sont placées sous tutelle administrative.

Nous dénonçons avec force la répression menée par le gouvernement turc et nous appelons l'UE et le gouvernement français à ne plus être complices, par leur silence, de l'installation d'un régime autoritaire en Turquie. Nous refusons que la démocratie et les droits fondamentaux en Turquie soient sacrifiés sur l'autel de l'opportunisme et au chantage aux réfugiés. Nous appelons l'ensemble des organisations, des partis politiques, des syndicats et des citoyens épris des valeurs de démocratie et des droits humains à exprimer leur solidarité en participant au meeting de soutien aux démocrates et aux défenseurs des droits de l'Homme en Turquie.

Meeting de soutien aux démocrates et aux défenseurs des droits de l'Homme en Turquie

Le mercredi 19 octobre 2016 à 18h30

Salle Olympe de Gouges

15, Rue Merlin – 75011 Paris (Métro : Père Lachaise – Voltaire)

En présence d'invités de Turquie

Pour signer et participer à cette mobilisation : acort@acort.org

Signataires ici : <https://www.facebook.com/events/1656622831318381/>

Vive l'utopie démocrate, laïque, et méchamment antiraciste...

Nous devrions rêver plus fort, plus souvent et publiquement d'une société vraiment démocratique !

Vraiment démocratique ? Illusion, utopie !

Mais la fonction de l'utopie, c'est de nous faire imaginer des alternatives et des moyens de faire reculer les formes insupportables de l'exploitation, de la domination, de la haine (Étienne Balibar, revue *Relations*, mars 2013).

En l'occurrence, il nous faut rêver imaginer, "utopier" à propos du "comment" détruire - épurer, éradiquer, exclure, faire disparaître, en finir, anéantir, ostraciser, proscrire, rayer, recaler, refouler, refuser, rejeter, repousser, retirer, supprimer - le racisme. Parce qu'il est l'une des formes les plus négatives de la démocratie, les plus insupportables du vivre ensemble, les plus habiles de l'exploitation et de la domination, des plus contaminantes au virus de la haine.



Espace public, venez comme vous êtes...

Et quand nous ne faisons pas cela, les pathologies qui s'en suivent nous coûtent cher.

Ainsi d'avoir applaudi mollement ou vivement, de s'être décomplexé mollement ou vivement, de s'être montré sourd, aveugle et muet aux effets de l'adoption de la loi de 2004 sur le voile musulman fait endurer aujourd'hui le délire du burkini et la mise en danger d'une prise de guerre majeure : la notion même de laïcité.

Ainsi, en cette rentrée, la cohorte de bacheliers-élèves infirmiers qui m'a été confiée considère que la laïcité exige que l'on s'abstienne de tout signe, vêtements, bijoux, couvre-chefs témoignant d'un choix religieux, que la laïcité, c'est "pouvoir choisir la religion que l'on veut"... Mais les étudiants n'imaginent pas que c'est aussi le droit de n'en avoir pas. Il ne leur vient pas

que les athées puissent exercer un quelconque droit d'expression. La loi de 1905, ses fondements, son contexte historique, sa portée pour aujourd'hui ? S'ils ont assisté à un cours d'histoire concernant ces questions, il leur a laissé un souvenir totalement périssable, car dans la guerre des idées, cours d'Histoire contre média, ce sont les médias qui ont gagné.

On remarque aussi combien la notion de laïcité est ébréchée par la reformulation dégradée de l'exercice démocratique des citoyens. Ainsi la notion de laïcité souffre de l'enfermement d'une partie de la population française dans une identité étrangère. Illustration :

Les bacheliers de l'été 2016 ont vécu toute leur scolarité dans une école de la loi 2004 interdisant le voile. Ceux d'entre eux qui ont choisi de devenir infirmiers imaginent de toute bonne foi que l'hôpital-espace public dans lequel ils exerceront, déploie la même restriction quant à l'expression, sur soi, du culte que l'on pratique. Et

donc, soldats laïques de la santé, ils auront, pensent-ils, à combattre pour l'observation de cette disposition. De surcroît, s'ils appuient leurs propos d'un exemple, c'est, le plus souvent, celui d'une femme musulmane, avec voile et mari opposé à tout examen gynécologique conduit par un homme...

La démocratie de l'état d'urgence conduit au détournement de la loi de laïcité en en faisant un interdit d'expression publique quand elle est fondamentalement un acquis de liberté pour ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas. Dans un même mouvement le racisme d'État secrète une démocratie sans universalité donc atrophiée. Les mous acquiescements sont mortifères, il faut rêver plus fort.



● Catherine Destom-Bottin

P comme Palestine (Retour de)



À Bethléem : "Faites du houmous, pas un mur".

Rentrant de Palestine, nous en rapportons quelques images, quelques impressions fragmentaires mais fortes. Tout d'abord le sentiment que les Palestiniens doivent continuer à supporter l'insupportable. L'humiliation permanente. Alors que le XX^e siècle a été le siècle des décolonisations, la Palestine est l'une des dernières colonies. L'*Apartheid* a été vaincu en Afrique du Sud, il continue de régner ici. Le symbole le plus évident en est le grand mur de béton gris qui traverse le pays, parfois coupe en deux des propriétés, divise Arabes et Juifs, sépare des familles et obstrue l'horizon.

Dès l'arrivée, on est mis dans l'ambiance. Arrivant de Jordanie, des membres de notre délégation invitée par l'Union des écrivains palestiniens ont été retenus plusieurs heures au poste frontière par de jeunes militaires arrogants (hommes et femmes). Impression d'arbitraire d'autant plus forte qu'à peine passée la frontière israélienne, on est en territoire administré par l'Autorité palestinienne. (Mais les Palestiniens ne peuvent pas avoir de frontière avec l'extérieur, pas de porte d'entrée ni de sortie. Et pas d'aéroport, par exemple. Alors qu'ils en avaient avant 1948. Comme ils avaient d'ailleurs leur propre monnaie.) Pour circuler dans les territoires occupés, il faut suivre un jeu de piste compliqué afin d'éviter les interminables *check-points*, ce qui rallonge considérablement le moindre déplacement. Et tous les jours, l'armée et la police israéliennes multiplient les exactions contre la population arabe, frappent des jeunes dans la rue, arrêtent des enfants...

(À l'université, nous avons vu le musée consacré aux prisonniers et aux tortures qu'ils subissent. 6 000 Palestiniens sont aujourd'hui dans les prisons d'Israël).

Deuxième impression : la vitalité de la société palestinienne. Ramallah est un chantier. En dix ans, la ville a poussé sur les collines de manière impressionnante, multipliant les grandes maisons blanches, revêtues de la pierre de taille du pays. La bourgeoisie palestinienne ne manque pas de moyens. L'apport de la diaspora a fait de Ramallah une capitale. L'Autorité palestinienne, de son côté, avec des concours de l'Europe et de divers pays arabes, a réalisé plusieurs bâtiments symboliques de l'identité du peuple palestinien. Un mémorial plutôt sobre à Yasser Arafat, à côté de la *Mouqata'a*, avec son tombeau et une mosquée. Et sur une hauteur dominant la ville, un superbe musée consacré à Mahmoud Darwish. Un musée d'art moderne a aussi été bâti, près de l'université *Beir Zeit*. Cette université qui fut un des hauts lieux de l'*Intifada* et que les forces israéliennes avaient occupée en 1985.

Nous avons pu visiter aussi l'université *Al Qods* (Jérusalem), près du mur. S'y côtoient des garçons et des filles, voilées et non voilées. La société palestinienne, en Cisjordanie et sous la direction de l'OLP, reste une des sociétés les plus laïques du monde arabe, l'une de celle où la vie quotidienne des individus est paradoxalement la plus libre. ●●●



À l'université.



Une colonie israélienne.

●●● À Ramallah, aujourd'hui règne une certaine paix. (*Tsahal* n'y intervient plus, comme c'était le cas il y a encore une dizaine d'années, lors de notre séjour précédent, et lors du siège de la *Mouqata'a*).

Mais, au même moment où nous marchions tranquillement dans les rues de Ramallah, l'armée israélienne bombardait Gaza.

Troisième impression : ce pays est tout petit, mais tous, Arabes et Juifs, pourraient sans doute y vivre en bonne intelligence. Lors de notre rencontre avec Mahmoud Abbas, ce dernier n'a tenté de faire passer qu'un message : la volonté de paix des Palestiniens. Lors d'une seconde rencontre avec le responsable international de l'OLP, à l'occasion d'un véritable échange, celui-ci nous a rappelé que leur but fondamental était de pouvoir vivre un jour ensemble, dans une Palestine unie, démocratique et laïque. Le modèle auquel il s'est explicitement référé est celui de l'Afrique du Sud où selon la volonté de Mandela, après avoir mis fin à l'*Apartheid*, les Noirs n'ont pas imposé leur domination sur les Blancs.

Mais pour que cette paix soit possible, il faut mettre fin au processus de colonisation. Lors des accords d'Oslo, en 1993, il avait été décidé que les territoires palestiniens seraient divisés en trois zones, A, B et C.A, administrée par l'Autorité palestinienne. B, administrée par elle mais sous contrôle israélien. Et C sous administration israélienne. Ce qui était déjà une façon d'empêcher la création d'un État. Mais depuis, et en contradiction avec ces accords, les Israéliens n'ont cessé de développer les colonies (dont la population a été multipliée par dix). On les voit, partout en Cisjordanie, comme venues d'ailleurs, posées comme sur le sommet des collines, surplombant les champs et les villages palestiniens, avec des *pipe-lines* qui montent de la plaine pour apporter l'eau dont Israël a le contrôle.

Quatrième impression : pour beaucoup de Palestiniens, la voix diplomatique choisie par Mahmoud Abbas et la direction de

l'OLP est aujourd'hui dans l'impasse. Avec Benjamin Netanyahu, le processus est bloqué. (Shimon Peres, qui avait reçu le Prix Nobel avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat en 1994, pour avoir conclu les Accords d'Oslo, avait lui aussi contribué à relancer la politique de colonisation qui morcelle les territoires palestiniens). Or, pour qu'il y ait une paix durable, et la cohabitation pacifique de deux entités, il faudrait rendre des terres, restituer des zones à l'administration palestinienne.

Aujourd'hui, Mahmoud Abbas et son équipe misent sur l'initiative de Paris pour relancer le processus... Mais les chances de réussite paraissent minces. Jamais la communauté internationale n'a imposé à Israël de respecter aucune des résolutions de l'ONU. Et les États-Unis viennent de conclure un nouveau contrat militaire historique avec Israël.

Cela met la direction de l'OLP dans une position politique difficile. Une partie de la jeunesse s'en est détachée, comme le montrent les élections universitaires où le Hamas est arrivé en tête. « *C'est une critique adressée à la situation actuelle en Palestine* », nous a dit le président de l'université. Et les élections locales viennent d'être reportées... Même au sein du Fatah, des militants expliquent à mots à peine couverts que la voie diplomatique ne peut pas être la seule et qu'il faut, comme le pensait Arafat, combiner toutes les formes de la résistance populaire.

Au moment où les yeux du monde sont tournés vers la Syrie et l'Irak, les Palestiniens ne peuvent guère compter que sur eux-mêmes. Mais pour résoudre ce conflit qui n'en finit pas, il faudra bien que se fasse enfin entendre la volonté de la communauté internationale.

● Patricia Latour et Francis Combes



Ne gâchons ce qui commence à pousser

Dans son précédent numéro, *Cerises* publiait un dossier de Gilles Alfonsi sur la dynamique politique à construire et sur la candidature Mélenchon et invitait à proposer tribunes et points de vue. Pierre Zarka donne suite à cette invitation.

Cerises anime un débat autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la prochaine présidentielle. Elle est souvent présentée comme “s’imposant naturellement d’elle-même” comme seule candidature de la gauche réellement alternative. C’est ce “s’imposant” qui pose un problème.

Précisons qu’à part les anarchistes, personne ne met en cause l’intérêt à porter aux élections. Personne ne considère que le mouvement du printemps dernier serait déjà producteur de perspectives transformatrices.

Mais au-delà du refus de toute politique libérale, ce mouvement interroge l’avenir et délégitime tout pouvoir (pas seulement le PS) qui prétend le surplomber. D’où ce rejet de l’accaparement de la politique par ceux qui en font leur spécialité. Si le mouvement ne sait pas encore ce qu’il lui faut, il sait ce qu’il ne veut plus. Les Nuits Debout, les grèves qui n’ont attendu aucun mot d’ordre national ont montré que ce qui sortait de la normalité n’était pas obligatoirement voué à la marginalité. Elles ont même fait l’actualité et le gouvernement ne pouvant se fier à sa majorité a été contraint de recourir à l’autoritarisme. Et aujourd’hui 70 % des gens se disent en attente de démarches citoyennes.

Si cela ne conduit pas spontanément à investir l’espace politique et institutionnel, le moment est marqué par la fin des évidences qui, durant 40 ans, ont conduit les intéressés à abdiquer leurs pouvoirs d’interventions au profit des spécialistes. Voilà qui ouvre ENFIN des possibilités nouvelles qu’il ne faut pas gâcher, même si elles sont encore à leur tout début. Et le spectacle des primaires n’apparaît pas comme un progrès de la démocratie mais comme la crise d’un système obsolète.

La question posée à nos initiatives est de savoir si elles favorisent un processus d’appropriation de la politique ou si elles le freinent. Comment sommes-nous vécus par celles et ceux qui veulent maîtriser leur devenir si nous leur disons « nous avons déjà la solution et nous vous expliquons combien il est logique de vous y ralliez » ? Ne vaut-il pas mieux commencer à jeter les bases d’une nouvelle dynamique politique qui permette au mouvement populaire d’investir l’espace institutionnel ?

Peut-on prendre le risque de rater un coche en nous trouvant dans la situation où nous n’aurions toujours pas de candidat ? Ce serait effectivement un grand manque. Mais il y a un risque plus important : prétendre faire venir la politique depuis l’extérieur du mouvement des in-

téressés. C’est le cas lorsque quelqu’un s’autoproclame comme étant LA solution indiscutable. On raterait le coche de ce qui est d’ores et déjà espéré par une part croissante d’intéressés, demandé par nombre de collectifs d’Ensemble, par des appels qui circulent : construire publiquement des contenus alternatifs pour ensuite désigner comment en être porteurs ensemble à la présidentielle. Le choix est celui-ci. On entend dire qu’il y a urgence et qu’il vaut mieux remettre cela à plus tard. Mais à remettre continuellement à plus tard, nous ne commençons jamais et involontairement nourrissons l’idée que toute intervention politique vise à accaparer cet espace au détriment des citoyens.

Contrairement à d’autres fois, le passage en force du gouvernement ne nourrit pas de l’abattement mais de la rage. Il en découle une aspiration à une initiative qui permette de reprendre la main. En étant co-responsables. La présidentielle est encore loin, il est encore temps de créer des conditions pour que les intéressés soient à l’origine des choix.

● **Pierre Zarka**

Crime de guerre

Alep : l'ONU dénonce « la plus grave catastrophe humanitaire jamais vue en Syrie » et Human Rights Watch met en garde contre ce qui serait un « crime de guerre ». Plus sur communistesunitaires.net



Dans Alep en ruines, le 11 septembre 2016.

© Ameer Al Halbi / AFP

● **Consultation.** Constatant l'absence de consensus en son sein pour son choix concernant l'élection présidentielle, Ensemble !, la composante mouvementiste du Front de gauche organise une consultation de ses adhérents. Les différentes positions en présence feront l'objet d'un ou plusieurs votes entre la fin octobre et le 18 novembre.

● **Unité, unité, unité !** Une tribune du philosophe Christian Laval et de l'historienne Michèle Riot Sarcey publiée par *Le Monde* demande à la gauche critique de s'unir : « (...) lorsqu'il s'agit de désigner ses candidats, rien ne change : les ego de personne et les égoïsmes de parti s'imposent. C'est à qui s'autoproclamera «égotiquement» le seul représentant de tous parce qu'il est naturellement le meilleur. Il faut cesser ces petits jeux suicidaires entre amis. Il est encore temps. (...) Pourquoi ne pas repartir de la base, c'est-à-dire du commencement ? Avant de parler au nom des «insoumis» ou tout simplement des mécontents, avant que chaque organisation ne désigne son candidat ou ne décide de soutenir untel ou untel, pourquoi ne pas mettre en oeuvre, tous ensemble, avec la mobilisation de toutes les organisations, l'élaboration d'un programme unique de la gauche critique à partir d'une réflexion construite collectivement ? ». Vous avez dit légitime ? Oui bien sûr, mais aussi incantatoire et tardif.

● **Unité, unité, unité ! (suite).** Dans un [entretien](#) à *L'Humanité*, Pierre Laurent estime qu'il « n'est pas trop tard pour additionner les énergies pour 2017 ». Démarrant un choix de ne pas soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, il précise : « Notre seule décision jusqu'ici, et c'est un choix politique, a consisté à ne pas mettre un candidat dans la discussion pour donner toutes ses chances au rassemblement le plus large ». Il évoque ensuite la mise en place d'un « cadre acceptable par tous » dans les prochaines semaines.

● **En route.** La première convention du mouvement La France insoumise aura lieu les 15 et 16 octobre à Lille. Un millier de participants (deux tiers de personnes tirées au sort parmi les signataires de la plateforme numérique jlm2017.fr et un tiers de représentants des partis, d'acteurs sociaux, de l'écologie et de lanceurs d'alerte) sont attendus pour travailler sur les objectifs de la campagne, les parrainages de la candidature de Jean-Luc Mélenchon et les législatives. Les organisateurs soulignent que « le mouvement est en cours de construction » et qu'il « en sera de même jusqu'au terme de la campagne ». Ils indiquent que 3 000 contributions visant à actualiser le programme du Front de gauche de 2012, *L'Humain d'abord*, ont été réunies en amont de la convention. La candidature de Jean-Luc Mélenchon est à ce jour « appuyée » par 133 311 personnes.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

